



NOUVELLES IMAGES d'HAÏTI

Le mensuel du Collectif Haïti de France

EDITORIAL ————— juin 2013 - n°119

SOMMAIRE

Page 1

L'ARTICLE DU MOIS

Quand l'arme alimentaire devient l'enjeu !

Page 4

Les nouvelles de NIH ont une énergie durable

VU DANS LA PRESSE & L'EDITION

Appel des ingénieurs, architectes, entreprises de construction...

Festival Rio Loco

Le nationalisme dominicain

1804, Haïti, la « perle des Antilles » devenue indépendante est la plus fertile des îles caraïbes. Deux cents ans plus tard, c'est le règne de la pauvreté, de la malnutrition, de l'insécurité alimentaire. Qui peut comprendre cela, et surtout le tolérer ? Certes, une nation ne se construit pas sans difficultés, sans obstacles. Des erreurs ont été commises par tous, des dictatures ont sévi, les ingérences de pays étrangers ont hypothéqué l'évolution du pays. Et les catastrophes naturelles s'en sont mêlées. Mais un jour vient où les choses doivent changer, où il n'est plus possible de constater les désastres sans lutter ensemble, comme on l'a fait deux cents ans plus tôt.

Bien sûr, la situation est telle aujourd'hui que les Haïtiens ont besoin de l'aide extérieure, mais pas à n'importe quel prix et sûrement pas par le biais de calculs statistiques et de déclarations d'intentions ou de mea culpa. A titre d'exemple, lorsque Bill Clinton lui-même reconnaît, le 10 mars 2010 devant la Commission des affaires étrangères du Sénat américain, après avoir encouragé le pays à baisser les tarifs douaniers sur le riz dans les années 90 que « *Ceci peut avoir été bon pour certains de mes fermiers en Arkansas, mais cela n'a pas fonctionné. C'était une erreur. Je vis tous les jours avec les conséquences de cette perte de capacité d'auto-*

produire une récolte de riz en Haïti pour alimenter ces gens en raison de ce que j'ai personnellement introduit ; moi et personne d'autre », il ne se passe rien. Pourquoi se contenterait-on d'un aveu à la fois sincère et ambigu qui ne fut suivi d'aucun effet ? Pourquoi n'est-il pas possible d'infléchir une politique que l'on sait néfaste pour le pays ? Parce qu'elle sert les intérêts des « bienfaiteurs » et leur ego et répond à des règlements mal adaptés au point d'anéantir l'objectif premier ? Absurde, dira-t-on. Alors, on se prend à espérer – peut-être naïvement – que la menace d'un nouveau drame, aussi dévastateur que la faim, donnera aux différents intervenants assez de volonté et de clairvoyance pour qu'ils s'entendent sur des mesures efficaces.

L'ARTICLE DU MOIS

Quand l'arme alimentaire devient l'enjeu!

Grand exportateur dans les années 50, Haïti s'est transformée en importateur d'aliments suite à l'ouverture de ses marchés dans les années 80 et 90. L'application des politiques libérales par une élite haïtienne à la botte des bailleurs de fonds internationaux, a précipité l'agriculture haïtienne dans une crise sans précédent. Trois ans et demi après le séisme, la situation en Haïti est alarmante. En effet, 6,7 millions de personnes y souffriraient d'insécurité alimentaire selon le Programme Alimentaire Mondial.

Le 12 janvier 2010, un terrible tremblement de terre dévastait Port-au-Prince, la capitale d'Haïti, faisant 230 000 morts, plus de 300 000 blessés, et 1,5 million de sans-abri. Deux ans après, lors des commémorations, aux côtés de l'élite haïtienne et internationale, la présence du « dictateur » Jean-Claude Duvalier président d'Haïti jusqu'en 1986 (qui prit la succession de son père François, autoproclamé « président à vie » à partir de 1964), et actuellement accusé et jugé pour corruption, paraissait surréaliste. Raoul Peck dans son dernier

documentaire « *Assistance Mortelle* », rend la chose réelle. L'impunité en Haïti semble non seulement avoir un visage mais est aussi cautionnable ! La preuve. En fait, il faut savoir que le choc d'une telle image ne peut être étouffé, pour toute personne ayant vécu ou eu connaissance des exactions commises par la Famille Duvalier lors de son règne, et dont les Haïtiens pâtissent encore aujourd'hui. Car plus de 30 ans durant, Haïti fut marquée par la terreur des milices d'État causant la fuite de ses cerveaux et la mort de nombreux opposants ou simples citoyens désobéissants... Une tragédie politique dont l'une des conséquences directe est, aujourd'hui, l'insécurité alimentaire chronique du pays. Et pour cause, la Première République Noire, qui n'a pu développer une politique agricole pérenne, dépend de l'aide internationale à hauteur de 60% de son budget total et affronte des aléas climatiques qui appauvrissent sa terre d'année en année. Tantôt politiques, tantôt naturelles, les épreuves subies épuisent les êtres, et Haïti peine de plus en plus à nourrir son peuple.

« *C'est au début des années 80, avec l'arrivée de politiques néolibérales que le pays commence à perdre sa souveraineté alimentaire* » explique Chavannes Jean-Baptiste, fondateur, porte-parole du MPP (Mouvement Paysan de Papaye), et également coordonnateur national de programmes au MPNKP (Mouvement Paysan National du Congrès de Papaye). Il poursuit : « *par le passé, Haïti a été autosuffisant en riz. Mais aujourd'hui, sur les 450 000 tonnes consommées par an, nous en produisons moins de 25%. Les importations de riz coûtent plus de 300 millions de dollars par an. Haïti produit à peine 40% de ses besoins alimentaires* ». En effet, principal secteur économique, l'agriculture souffre de son archaïsme et de la suppression des droits de douane actés par les accords de Miami de 1994. C'est Jean-Bertrand Aristide, le « mal nommé » président des pauvres qui, une nouvelle fois, flouera son peuple en signant ces accords. « *La dette externe pesant, chaque année, ses intérêts représentent quatre fois les sommes consacrées par l'Etat à l'agriculture et à la ruralité* »¹. Ce pourquoi, plus d'un million de personnes sont en insécurité alimentaire. Alarmants ou alarmistes les chiffres et les faits sont là. Ceux de l'OCHA², Bureau de la coordination des affaires humanitaires, affirment qu'en 2013, 15% (soit 1,52 millions) contre 8% (800 000) en 2011 de la population haïtienne est effectivement en situation d'insécurité alimentaire sévère ; 6,6% des enfants de moins de cinq ans sont, eux, en situation de malnutrition aiguë. Ces chiffres matérialisent le drame qui se joue actuellement ; drame qui semble coller à la peau d'une patrie qui tente en vain de se

remettre d'une catastrophe sur l'autre. A peine deux ans après le séisme, l'année 2012 a aussi connu une série de désastres naturels affectant plus de 1,1 million de personnes ; sécheresse, tempête tropicale Isaac et ouragan Sandy. « *Les paysans ont perdu en moyenne 75% au moins de la production agricole. Les départements du Nord et du Nord-est ont, eux, connu plus de 7 mois de sécheresse* ». La Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA), tire donc la sonnette d'alarme et appelle en conséquence les autorités à intervenir rapidement. « *On compte 109 des 140 communes d'Haïti qui sont dans une situation d'insécurité alimentaire* » appuie Myrta Kaulard, représentante du Programme Alimentaire Mondial (PAM) en Haïti. « *Les gens ont perdu leurs récoltes et leurs stocks alimentaires, achètent à crédit, donc plus cher, consomment des produits alimentaires de basse qualité, coupent les arbres, où il y en a, et en font du charbon pour le vendre. Ils retirent les enfants de l'école, et les donnent en domesticité. La période d'avril à juillet 2013 est la période la plus dure car ces mécanismes de survie sont épuisés.* »

Et pendant ce temps que fait l'État Haïtien ?

Des assises régionales ont eu lieu le 14 juin dernier en vue de l'élaboration d'un document sur la souveraineté et la sécurité alimentaires. Quatre contraintes majeures ont été identifiées : l'investissement, la précarité de l'environnement, le cadre macroéconomique défavorable et la faiblesse des institutions. Enfin, la volonté de tourner le dos aux formules politiques passées semble avoir été esquissée : « *Elaborons des politiques publiques qui s'attaquent aux causes structurelles de ce grave problème et construisons des réponses efficaces, adaptées et durables sur le long terme !* » a lancé le président du Sénat, Dieuseul Simon Desras. On l'espère aussi. En attendant « *Malheureusement, les gouvernements de notre pays ont toujours une politique alimentaire tournée uniquement vers l'importation. Lors des catastrophes naturelles, les dirigeants font appel aux importateurs pour trouver une solution. Les producteurs ne font jamais partie du plan* ». Rosanie Moïse GERMAIN, directrice de VETERIMED, organisme de formation, de recherche et d'appui technique en santé et production animales poursuit : « *Depuis 1986, les différentes décisions gouvernementales ont abouti à une transformation des habitudes alimentaires des Haïtiens devenus dépendants presque à 100% de produits importés. On se retrouve avec une génération dont la principale alimentation est le riz, premier poste d'importation. Ce qui est différent des deux décennies précédentes, pendant lesquelles les Haïtiens consommaient toute une variété de produits³, produits dans le pays* ».

¹ Extrait de l'ouvrage « Haïti n'existe pas » de Christophe Wargny

² <http://www.unocha.org/>

³ Mais, petit mil, haricot, différents pois, patate douce, pomme de terre,

À ces transformations des comportements et habitudes alimentaires s'ajoute la baisse du pouvoir d'achat des populations. De plus, le budget global de l'État Haïtien dépend de l'aide internationale! Comment parler alors d'indépendance politique et économique en matière de politique agricole, pour un État à la merci de ses donateurs. « Dans le business de l'humanitaire, chacun plante son drapeau. La dictature de l'aide est violente et arbitraire », souligne Raoul Peck dans son récent documentaire. En témoigne, d'ailleurs, cet « élan de générosité » de l'entreprise américaine Monsanto juste après le séisme et dont les conséquences sont déjà palpables. Pour « aider » l'agriculture haïtienne, l'entreprise a offert au pays 475 tonnes de semences génétiquement modifiées (OGM), en plus des engrais et pesticides qui leur sont associés. Tout cela sera distribué gratuitement par le projet WINNER⁴ et encadré par le représentant en Haïti de Monsanto, Jean-Robert Estimé, ancien ministre des Affaires étrangères sous Duvalier. « Une alliance prometteuse... et surtout de nouveaux marchés. Les agriculteurs haïtiens qui voudront disposer du droit de ressemer pour leurs récoltes futures devront payer des royalties à Monsanto » constate amèrement le père Jean Yves Urfié. Prêtre catholique, ce militant anti-Duvalier père et fils, est un des nombreux déçus de Jean Bertrand Aristide ; il comptabilise 48 ans de lutte et de résistance aux côtés des Haïtiens.

Avec ces manœuvres consenties de l'intérieur par l'exécutif haïtien, l'arme alimentaire devient l'enjeu et la boucle de la dépendance est ainsi bouclée.

Une crise alimentaire annoncée et chiffrée

La faiblesse de la production et des prix alimentaires élevés, conduisent de fait à l'insécurité alimentaire. « C'est pourquoi, nous travaillons beaucoup avec la FAO, l'organisation onusienne en charge des questions agricoles. Nous travaillons aussi avec les associations paysannes pour les aider à vendre plus de leur production. Certes, il y a beaucoup de contraintes quant à la qualité, la quantité, la capacité financière, l'éducation des petits producteurs, le transport. Mais nous communiquons beaucoup pour expliquer comment répondre aux appels d'offre » : affirme Myrta Kaulard du PAM. Elle ajoute : « Nous avons aussi mis en place des projets cash for work qui sont toujours en cours. Ces projets donnent un travail temporaire et un salaire aux personnes affectées et permettent de réhabiliter les

terres. Nous avons ainsi employé environ 11.000 personnes, pour la moitié des femmes. Nous avons aussi assisté environ 145.000 mères enceintes ou allaitantes d'enfants de moins de 5 ans en état de malnutrition. Mais ce n'est que la moitié des personnes que nous estimons en nécessité. »



En effet, les statistiques et la cartographie de la faim que pronostique l'OCHA, font froid dans le dos. Des chiffres accolés les uns à côté des autres qui correspondent dans les faits à des vies humaines condamnées, en 2013 toujours, à souffrir de la faim. Ces chiffres sont finalement peu révélateurs de l'étendue des dégâts (pour le lecteur non averti), ils sont destinés aux bureaucrates détenteurs de la fameuse « aide internationale ». Celle-ci nourrira seulement les Haïtiens les plus misérables, selon des critères chiffrables et prédéterminés en hauts lieux. Pour les autres, les chiffres ne sont pas si alarmants! « La CNSA est en train de faire un reclassification des différentes régions d'Haïti sur la base d'une méthodologie internationale qui permettra la classification, sur la base d'indicateurs standards, des conditions de sécurité alimentaire. Cela permettra de définir si une zone est en urgence ou en crise de sécurité alimentaire. Pour l'instant on peut dire que l'insécurité alimentaire est très forte, très répandue, 6.7 millions de personnes y font face, de manière modérée ou sévère : conclut la représentante du PAM. Des explications qui laissent dubitatif...

Il est donc attendu du document de politiques en préparation dans ce domaine les justes instruments qui serviront à pallier les carences d'une considération chiffrée du problème. Il a été affirmé que cette nouvelle politique aura des instruments de contrôle de la production, de régulation des flux d'importation et d'exportation, de constitution d'un stock de 5 produits alimentaires. Ce, pour enfin acter une réduction des risques liés à la variabilité des récoltes et des prix et moderniser les échanges afin de sortir des millions d'Haïtiens de la faim.

malanga, igname, arbre à pin, arbre véritable, des légumes et des fruits de toutes sortes : sauvage et cultivés, etc...

⁴ Le projet WINNER a été lancé le 8 octobre 2009 – avant le tremblement de terre, mais après les tempêtes tropicales – par l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Ce projet qui vise, entre autres « l'intensification agricole ». Il est financé par l'USAID à plus de 126 millions de dollars

Les nouvelles de NIH ont une énergie durable

Le N° 116 (Février 2013) : Colonialisme, néocolonialisme, mondialisation : Haïti un espace pionnier et paradigmatique dans les processus de domination.

« L'esclavage a disparu, la hiérarchie sociale et raciale s'est maintenue »

Extraits de l'interview de Pap Ndiaye dans *Le Monde* 08/06/2013. Propos recueillis par Benoît Hopquin.

« La réparation financière est impossible, et la réparation morale est insuffisante. Il reste une troisième réparation, que j'appelle la réparation politique... Si personne, aujourd'hui, n'est responsable d'un passé funeste, nous avons en revanche une responsabilité collective dans la correction des situations contemporaines inacceptables, dont il est évident qu'elles sont issues du passé esclavagiste et colonial. La question foncière, par exemple, se pose de manière évidente aux Antilles. Christiane Taubira a visé juste en faisant récemment allusion à une politique de

redistribution des terres dans ces régions.

Prenons le cas d'Haïti : la population de ce pays admirable doit être aidée, bien plus qu'elle ne l'est actuellement, en raison de sa situation désastreuse. Voilà une raison suffisante de mobilisation, raison bien plus urgente et indiscutable que l'invocation du remboursement des 90 millions de francs-or si injustement payés par Haïti à la France au XIXe siècle, cette revendication-là se heurtant à de multiples objections parfaitement recevables. »

VU DANS LA PRESSE ET L'EDITION

Le Nouvelliste -10 juin 2013 - Le nationalisme dominicain

« La décision prise par les autorités haïtiennes d'interdire l'importation des produits carnés de la République dominicaine, à la suite de l'annonce mercredi dernier (05/06) des cas de grippe A(H1N1) répertoriés dans neuf provinces de l'autre côté de la frontière, a provoqué un véritable tollé dans cette partie de l'île. Dans un sens comme dans l'autre, les Dominicains viennent de donner aux Haïtiens un bel exemple de nationalisme. Que ce soit au niveau de la

presse, du secteur privé, des Assemblées législatives ou du gouvernement, le pays vient de montrer qu'il est uni quand il s'agit de défendre ses intérêts.[...]En Haïti, actuellement, combien de temps nous faudrait-il pour nous unir pour défendre d'abord notre souveraineté face à la MINUSTAH qui a provoqué la mort de plus de 5 000 Haïtiens (par le choléra) et contaminé plus de 600 000 et ensuite poser les bases d'une société moderne ? »

Le Nouvelliste -14 juin 2013 - Extrait d'une lettre adressée au Premier Ministre Laurent Lamothe, citée dans un article de Robert Paret.

Objet: Appel des ingénieurs, architectes, urbanistes & entrepreneurs de construction haïtiens.

« Monsieur le Premier ministre, Le Collège national des ingénieurs et architectes haïtiens (CNIAH), l'Association haïtienne des architectes et des urbanistes (ASSHAU), et l'Association haïtienne des entreprises de construction (AHEC) sont alarmés, interpellés, et dénoncent un état de fait qui s'est installé depuis la tragédie du 12 janvier 2010, et qui semble vouloir perdurer. Il s'agit de l'intrusion

étrangère injustifiée dans les différentes branches professionnelles de l'ingénierie et de l'architecture dans notre pays... »

Pour en savoir plus:

<http://www.lenouvelliste.com/article4.php?newsid=117851>

Le Monde -16/17 Juin 2013 - Pour sa 19è édition, Rio Loco célèbre, à Toulouse, les musiques foisonnantes des Caraïbes.

« En cette fin d'après-midi du 13 juin, sur la Prairie des filtres, à Toulouse, TI-COCA chante en créole, accompagné de son groupe Wanga-Nègès, jouant accordéon, banjo, contrebasse et congas...Il incarne le style rural twoubadou, l'expression simple et sans frime de la musique des bals haïtiens. La veille, c'était

l'exubérance tapageuse du compas, "la" musique urbaine d'Haïti, que faisait tourner le groupe historique du genre, TABOU COMBO. Fondée en 1967, la formation était la tête d'affiche, avec Jimmy Cliff, de la soirée d'ouverture - près de 25000 spectateurs - du festival Rio Loco. »